



L'ACTUALITÉ

POURQUOI Y A-T-IL URGENCE À RENFORCER L'ATTRACTIVITÉ DE NOS MÉTIERS ? QUE POUVONS-NOUS FAIRE POUR QU'ILS SOIENT DAVANTAGE ATTRACTIFS ?

Tel était le cœur des échanges organisés le vendredi 12 avril dans le cadre du congrès annuel de la CAPEB qui a par ailleurs permis d'accueillir les ministres de la Transition écologique et du Logement ainsi que le Haut-Commissaire à l'Enseignement et à la formation professionnels.

Trois membres du Gouvernement avaient répondu présents à notre invitation ce vendredi 12 avril pour participer au congrès annuel de la CAPEB axé cette année sur l'attractivité des métiers et surtout sur l'urgence d'agir ensemble, rapidement et avec une plus grande efficacité. Devant l'ensemble des représentants du Réseau et des invités issus de notre environnement institutionnel, technique, économique et social, le Président Jean-Christophe Repon a accueilli tout d'abord Christophe Béchu, le Ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires. Dans le cadre d'un échange direct, franc, courtois et même chaleureux, ils sont revenus sur les mesures annoncées le 8 mars dernier en vue de simplifier le dispositif du RGE et de MaPrimeRénov'. Une occasion pour le Président de la CAPEB d'obtenir confirmation des engagements pris, en particulier en ce qui concerne la pérennité du recalibrage de MaPrimeRénov', le parcours de travaux, l'accès au RGE via la VAE, le GME, et l'encadrement de la sous-traitance.

Ces mesures sont essentielles pour apporter la dynamique durable dont les artisans du bâtiment ont besoin. Les perspectives d'activité sont là et bien là, qu'il s'agisse de la rénovation énergétique comme de l'adaptation des logements au confort d'été et au vieillissement de la population. Ces marchés sont colossaux et les artisans du bâtiment en première ligne pour y répondre. Un point que nos invités, François Gemenne et Emmanuel Lechypre ont largement partagé. Mais pour ce faire, les entreprises ont besoin de recruter et pour y parvenir, de changer l'image tant des métiers du secteur que de la petite entreprise ! Les artisans eux-mêmes s'y emploient, et assument pleinement la responsabilité qui est la leur en termes d'image du secteur. Un film présentant 3 exemples l'a démontré. Créer une bonne ambiance au sein des équipes pour que les uns et les autres se sentent bien dans l'entreprise et, par conséquent, soient incités à en parler favorablement autour d'eux, est un mode de fonctionnement choisi par Sébastien Petit, artisan Plâtrier à St Herblain (44). Organiser

la montée en compétences et même, pousser les apprentis vers l'excellence, est également une façon de générer et de nourrir la fierté d'appartenance à une entreprise et donc d'en donner une belle image, comme le fait régulièrement Etienne Cotteceau, artisan Tailleur de pierre à Lys-Haut-Layon (49). Permettre à ceux qui se reconvertissent de découvrir les métiers de l'artisanat du bâtiment directement sur chantier, d'apprendre en travaillant avec les artisans, est une manière de recruter qui a fait ses preuves puisque 9 stagiaires sur 10 restent dans l'artisanat du bâtiment, comme le constate Christophe De Quelen à Rostrenen (22).

Bref, tout est bon pour promouvoir les métiers de l'artisanat du bâtiment et la petite entreprise. Les métiers du bâtiment font bien évidemment l'objet de campagne de promotion régulièrement, souvent réussies d'ailleurs, à l'instar de « la construction » du CCCA-BTP ou de « T Refait », la campagne menée par l'Ademe pour inciter les jeunes à s'orienter vers la rénovation énergétique.

(Suite p. 7)

CONGRÈS

→ CHRISTOPHE BÉCHU OUVRE LE CONGRÈS DE LA CAPEB

Le Président a accueilli le Ministre en lui rappelant son intervention lors des Rencontres organisées l'an dernier sur la génération Z et l'a remercié d'avoir entendu l'appel de la dernière chance. « On était très heureux des annonces mais peu à peu il semble qu'il y ait des réticences » a-t-il alerté.



« Je ne peux pas le croire, il y aurait des gens dans ce pays qui seraient contre la simplification ? » a répondu le Ministre Christophe Béchu non sans malice ! avant de rappeler que « l'Anah n'est pas une entreprise privée ni une entité morale mais un bras armé de l'Etat » et de réaffirmer tous les engagements qu'il a pris le 8 mars auprès de la CAPEB : le retour du mono geste en 2024 dans le champ de MaPrimeRénov', l'accès aux qualifications RGE par la VAE, la mise en place d'un parcours de travaux dans l'année, l'encouragement aux GME. À ce sujet, le Ministre a déclaré : « On ne demande pas mieux. On est absolument convaincus. Si on a des chantiers d'une certaine ampleur, c'est un moyen de s'assurer que les artisans du bâtiment ne seront pas exclus ou transformés en sous-traitants. [...] La massification est devant nous. Que ce soit pour faire plusieurs travaux dans un logement ou s'occuper de beaucoup de chantiers en même temps, le GME a du sens. Il faut gagner cette bataille. On est dans la même équipe. »

Christophe Béchu a également pointé les contradictions qui consistent à dire qu'il ne faut pas réformer MaPrimeRénov'. « Si on pense que l'écologie est contre l'économie, contre les artisans et contre les français, on a toutes les chances d'y arriver ! il faut sortir de l'hypocrisie » a-t-il déclaré, ajoutant : « Nous avons commencé à simplifier et l'enjeu est de regarder comment continuer à le faire. [...] La simplification du RGE doit s'inscrire dans la stabilité. Il faut définir des règles non pas seulement pour 2024 mais pour les années suivantes ». Le Ministre a souligné que son intention était de « rendre possible ce qui est nécessaire car nous ne réussirons pas la transition énergétique sans les artisans. Tout le monde est d'accord sur le point de départ et sur le point d'arrivée mais il faut se concerter sur le chemin à emprunter ». Le Ministre a avancé l'idée de délocaliser un certain nombre de crédits de l'Anah vers les intercommunalités par exemple pour être plus près des besoins et

des artisans locaux. Il s'est montré favorable non pas à une interdiction de la sous-traitance mais à son meilleur encadrement. Le Président a fait observer que ce qui vaut pour le RGE et MaPrimeRénov' valait également pour MaPrimeAdapt'. Le Ministre en a convenu, soulignant que la masse de travaux à venir est considérable, y compris en ce qui concerne le confort d'été. Un sujet majeur qui pose la question des modes constructifs et qui est au cœur du plan d'adaptation climatique en cours d'élaboration. Et de conclure que tout cela passe par des travaux d'adaptation et de prévention. « Je suis convaincu de l'intérêt de l'alliance entre les artisans et les Pouvoirs publics car ces chantiers passent par des solutions dont vous êtes les détenteurs. [...] Vous n'êtes pas seulement des artisans de la technique mais aussi des artisans du sens, du combat pour les Français contre la déréglementation écologique. La CAPEB fait partie de l'équipe de France de la lutte contre la déréglementation écologique ».

→ LES PERSPECTIVES D'ACTIVITÉ DE L'ARTISANAT DU BÂTIMENT SONT COLOSSALES

C'est unanime que le politologue François Gemenne et l'économiste Emmanuel Lechypre ont fait ce constat en introduisant le congrès de la CAPEB.



L'éditorialiste de RMC et BFM a relevé le contraste unique entre l'ampleur de la crise de l'immobilier et du logement et les perspectives d'activité qui se dessinent. Les besoins sont colossaux, que ce soit pour la rénovation énergétique des logements ou leur accessibilité. « 25 % des Français sont mécontents de leurs logements » a-t-il indiqué, « ce qui fait 7 millions de clients potentiels » et « 80 % des Français rêvent d'une maison ancienne de plain-pied à rénover ». Des dizaines de milliers de logements sont nécessaires pour faire face au desserrement des familles et le défi du grand âge et du maintien à domicile

nécessite au moins 100 000 logements par an. La migration des emplois et le retour des personnes dans la ruralité ou les petites villes suppose également que des logements soient disponibles sur place. « Aujourd'hui, 20 % des entreprises ne peuvent pas recruter parce que leurs salariés potentiels ne trouvent pas à se loger. L'entreprise artisanale est le bon format pour tous ces sujets » a-t-il estimé. Le Président de la CAPEB a indiqué que le neuf est un marché conséquent pour les petites entreprises qui y sont présentes à hauteur de 40 %, notamment dans le petit collectif. Il a également souligné que la transformation des

locaux commerciaux en logements était aussi un potentiel important pour les entreprises artisanales du bâtiment. François Gemenne a rappelé que l'un des enjeux de la transition énergétique est la rénovation des logements « et là, on n'y est pas du tout » a-t-il déclaré, ajoutant « il faut de la simplicité et du financement et de l'argent, on en a : il n'y a jamais eu autant d'épargne. Il faut pouvoir mobiliser une partie des 4 à 6000 milliards d'épargne des Français ». Et de proposer que l'État baisse les droits de succession si les logements transmis sont rénovés avant leur transmission.

CONGRÈS

→ COMMENT FAIRE POUR ATTIRER DAVANTAGE LES JEUNES ?

Le politologue François Gemenne est revenu sur le besoin des entreprises en compétences : « Personne ne se tracasse de savoir comment on va rendre ces métiers attractifs [...] Les héros du climat sont les gens qui vont changer les chaudières ou repeindre les toits en blanc. Il y a un vrai enjeu de valorisation dans les médias et l'espace public » a-t-il déclaré.

Emmanuel Lechypre a fait observer qu'il y a, certes, un manque de valorisation, mais certainement pas de reconnaissance car, à l'instar des agriculteurs, les Français « adorent » leurs artisans et 80 % reconnaissent qu'ils sont compétents et font un travail de qualité.

« Le bâtiment en général, c'est une entreprise, l'artisan c'est quelqu'un. Il y a une incarnation. Les Français veulent savoir qui fabrique leur viande ou leur vin et c'est pareil avec l'artisanat ».



« C'est un enjeu de proximité » a confirmé François Gemenne, pour les emplois comme pour la transition écologique : « Les gens sont beaucoup plus enclins à se motiver pour la transition énergétique s'ils en voient les enjeux pour leur localité » a-t-il noté. L'économiste a ajouté qu'« il n'y a pas beaucoup de professions autres que dans l'artisanat qui subit autant les assauts administratifs et réglementaires. Il faut dire aux jeunes qu'ils vont entrer dans un secteur où ils seront bien payés, assez nettement au-dessus des rémunérations accordées dans

d'autres secteurs, où ils vont faire un métier d'avenir ».

Il a considéré que l'IA ne menace pas autant l'artisanat que d'autres secteurs, s'appuyant en cela sur de récentes études qui révèlent que l'IA bouleversera 46 % des métiers administratifs mais seulement 6 % des métiers du bâtiment.

Les deux intervenants ont considéré que les artisans du bâtiment « vont complètement dans le sens de la marche ».

« Il faut insister sur les bénéfices de l'action plutôt que sur le coût de l'inaction » a dit le politologue, conforté en cela par l'économiste qui a ajouté « si on a une seule balle à tirer pour résoudre les problèmes de la société française c'est celle du logement : des emplois, une meilleure qualité de vie au quotidien, des enfants qui apprennent dans de meilleures conditions, des quartiers où il y a moins d'insécurité, etc. ».

Et de conclure : « On n'est plus dans l'opposition entre les métiers manuels et les métiers intellectuels mais dans un rapport entre les métiers du concret et les métiers de l'immatériel ».



→ L'ATTRACTIVITÉ DE L'ARTISANAT DU BÂTIMENT, QU'EN EST-IL AUJOURD'HUI ?

La première table ronde organisée dans le cadre du congrès visait à faire un état des lieux des moyens mis en œuvre aujourd'hui pour attirer de nouveaux talents dans l'artisanat du bâtiment.

Pour en parler, la CAPEB avait convié Florence Cognie, professeure et chercheuse associée à l'université de Rouen, auteure notamment d'une thèse sur « la métamorphose de l'artisanat », Patrice Grouzard, Chef de service « Mobilisation des Professionnels » à l'Ademe, qui a lancé une campagne pour favoriser le recrutement des nouveaux entrants nécessaires au marché de la rénovation énergétique, et Laure Vial, Administratrice de la CAPEB cheffe de file des questions Compétence et formation.

Les trois intervenants ont commencé par réagir au film témoignage qui avait été diffusé en introduction et qui montrait trois exemples d'actions menées par des artisans du bâtiment pour recruter et pour fidéliser des compétences. ([le revoir ici](#)).



Laure Vial a noté que ces exemples évoquaient « des métiers passionnants, le bon geste, la bonne posture, ce qui doit conduire à faire de bons recrutements et recruter, c'est tenir notre place dans ce qu'on attend de nous, c'est-à-dire amener de l'activité dans nos entreprises et répondre aux besoins. Accueillons tout le monde y compris les reconvertis ».

Florence Cognie y a vu l'incarnation de valeurs fortes, à commencer par la culture de l'artisanat du bâtiment qui est l'art de faire, le beau geste, la valorisation des apprentis, le patrimoine, ... mais également la formation, l'engagement et la morale qui lui est associée, et enfin, l'idée de famille et de communauté, 3 dimensions qu'elle a estimé être une très grande force.

De son côté, le représentant de l'Ademe a jugé très important que les artisans soient acteurs eux-mêmes de leur promotion. « Il faut changer de discours et nos récits et travailler sur de nouveaux imaginaires. On ne peut pas créer une attractivité avec des arguments anciens » a-t-il observé.

Laure Vial a rappelé qu'en 2030, la génération Z représentera le tiers de la population, cette génération qui recherche du sens mais qui connaît mal l'Artisanat du bâtiment. Elle a rappelé les actions menées par la CAPEB pour y remédier :

un livre blanc en collaboration avec le CCCA-BTP pour mettre en évidence ces valeurs partagées avec l'artisanat du bâtiment, une campagne « Artisan du bâtiment pour moi, pour nous tous », une opération inédite lors des WorldSkills pour favoriser la découverte des métiers de l'artisanat du bâtiment et leur proximité avec les valeurs environnementales si chères aux jeunes.



Florence Cognie a fait observer que la formation est un vecteur essentiel d'attractivité, rappelant que c'est grâce à la formation institutionnalisée que les enfants d'ouvriers ont pu se mettre à leur compte et remplacer peu à peu les héritiers qui étaient formés dans l'entreprise familiale et qui sont allés vers d'autres métiers. Elle a souligné que les jeunes s'inscrivent désormais dans un temps court et qu'il est difficile, à 15 ans, de se projeter

CONGRÈS

sur la potentialité de devenir chef d'entreprise à 35 ans, ce à quoi Laure Vial a objecté que l'apprentissage avait repris une grande vigueur depuis 4 ou 5 ans, précisant que 90% des apprentis sont satisfaits de leur formation. Patrice Grouzard a recommandé l'utilisation des supports d'information préférés des jeunes pour mieux les sensibiliser aux métiers : le digital bien sûr, mais aussi le gaming, l'influence, les webséries. « Il faut aussi leur montrer que ces métiers ont du sens à travers l'urgence climatique » a-t-il préconisé. Un point que Laure Vial a approuvé tout en



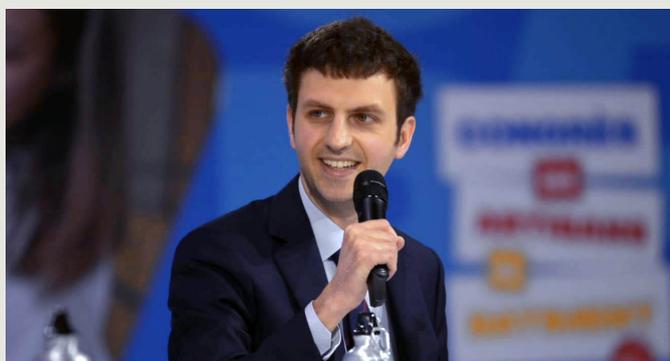
faisant observer que les métiers de l'artisanat du bâtiment sont différents des métiers du BTP en général et que les artisans du bâtiment ont beaucoup d'arguments intrinsèques à faire

valoir : l'humain, la proximité, l'écoute. « Ce modèle d'entreprise répond aux aspirations des jeunes et peut vraiment donner envie de choisir la petite entreprise » a-t-elle souligné.

De son côté, le représentant de l'Ademe a considéré que les artisans sont des acteurs clés de la transition écologique et qu'ils doivent donc pouvoir se former à cette transition car, selon lui, c'est de cette façon qu'ils pourront devenir attractifs pour les jeunes. « Et attractifs également pour les femmes qui représentent un vrai potentiel de développement » a complété la Professeure de Rouen.

→ COMMENT LEVER LES FREINS ET CHANGER DE PARADIGME

Là était la question. Pour y répondre autour du Président de la CAPEB, nous avons sollicité le nouveau Haut-Commissaire à l'Enseignement et à la formation professionnels, Geoffroy de Vitry et l'économiste Philippe Dessertine.



Le premier a salué le dynamisme de l'apprentissage et la volonté du Gouvernement de continuer à l'encourager.

Le second a invité les artisans du bâtiment à miser sur le temps de travail et sur la semaine de 4 jours, preuve que les pratiques du secteur sont encore largement méconnues mais, c'est une question qui reste vraie pour les chefs d'entreprise eux-mêmes, loin de s'en tenir à 4 jours par semaine ! Il a également souligné que l'artisanat est au cœur de la transformation de notre modèle économique tout en sachant conjuguer le passé et le futur, les gestes ancestraux et les matériaux modernes. « L'artisanat structure nos territoires » a-t-il considéré.

Quant au représentant de l'État, il a rappelé que « pour anticiper les besoins de recrutement, il faut les connaître, invitant à structurer les filières avec des travaux sur les référentiels de certification et sur la formation, à faire découvrir les métiers aux jeunes dès le collège, par des stages d'observations. « Je vous invite à accueillir des stagiaires. Il existe des dispositifs pour le favoriser » a-t-il indiqué, ignorant manifestement – mais il n'est en poste que depuis 1 mois - que la CAPEB a développé ses actions « artisans messagers » depuis plusieurs décennies.

Il a également invité à valoriser les évolutions technologiques. Le Président a rappelé que la CAPEB avait organisé en mars des Rencontres de l'Innovation précisément pour cette raison.



Rebondissant sur ces propos, Philippe Dessertine a estimé qu'un des atouts de la petite entreprise est de savoir innover grâce à son agilité. L'entreprise artisanale est une petite entité mais connectée. « L'artisanat, c'est être autonome mais pas seul » a-t-il dit. Pour conclure, le Président a rappelé que la CAPEB était prête à accompagner la réforme des lycées professionnels afin d'accueillir le plus de jeunes dans les petites entreprises.

« Si une place est donnée à l'artisanat du bâtiment, nous accompagnerons la réforme des lycées professionnels. Il y a 600 000 entreprises artisanales du bâtiment en France et on aimerait qu'il y en ait beaucoup plus » a-t-il déclaré.

Tous ont conclu que nous avons déjà commencé à changer de braquet et que l'enjeu réside maintenant dans la transformation des apprentis en patrons.

CONGRÈS

→ CONGRÈS 2024 : LA SÉANCE OFFICIELLE AVEC GUILLAUME KASBARIAN

Le Ministre du Logement n'a pas échappé aux questions du Président de la CAPEB quant à la mise en œuvre effective des mesures annoncées le 8 mars.

Le Ministre a confirmé qu'il était parfaitement d'accord avec Christophe Béchu, sur le mono geste, sur la durée de validité de la qualification, sa validation par la VAE, sur la sous-traitance. « On a entendu vos demandes. Maintenant il faut suivre et avec les équipes, on fait un suivi très serré » a-t-il précisé, confirmant que les systèmes d'information de l'Anah permettront de réintroduire le mono geste dans le dispositif de MaPrimeRénov' d'ici le 15 mai.

Il a ajouté que le doublement de la durée de validité de la qualification – de 4 à 8 ans - et le taux de contrôle font l'objet d'un travail constant pour que la traduction concrète se fasse prochainement. Et s'agissant de l'Anah, il a également rappelé : « Ce n'est pas l'administration qui fait la politique mais les ministres en charge de le faire. Mon enjeu est d'embarquer les équipes de l'Anah. Il faut donner de la visibilité à tous et éviter de changer les règles tous les trois mois » et d'ajouter : « Ensemble il faut mettre en place les moyens opérationnels pour que cela fonctionne bien et qu'on puisse aller vers des rénovations globales. Charge à nous de convaincre les Français que c'est une bonne chose d'effectuer des travaux ».



Le Ministre du Logement a annoncé qu'il entendait proposer un pacte aux acteurs pour fixer des engagements mutuels, des moyens d'action, des chemins à emprunter, etc. « Le plus vite sera le mieux mais on signera le pacte que lorsque tous les acteurs seront d'accord » a-t-il précisé.

Guillaume Kasbarian s'est par ailleurs déclaré ouvert à toutes les initiatives, qu'il s'agisse de retravailler la notion de parcours de travaux comme de favoriser les groupements pour répondre aux besoins de rénovation énergétique et d'accessibilité.

Répondant au Président de la CAPEB qui l'interrogeait sur le financement des travaux, le Ministre a indiqué que le Gouvernement dialogue

avec les banques pour imaginer de nouveaux mécanismes financiers afin de permettre aux Français d'acheter les logements qu'ils souhaitent et d'effectuer des travaux de rénovation.

Jean-Christophe Repon a également évoqué la participation des artisans du bâtiment à la construction neuve, notamment dans le petit tertiaire et le petit collectif.

Le Ministre a souligné à cet égard qu'une politique du logement pragmatique et pertinente ne peut être que décentralisée.

« On ne peut pas imposer un modèle unique mais il faut tenir compte de toutes les particularités. La CAPEB a toujours raisonné en termes de territoires et c'est précieux » a-t-il conclu.

→ TROPHÉES DE LA CONSTRUCTION : DERNIERS JOURS POUR CANDIDATER !



Les candidatures aux Trophées de la Construction seront closes le 30 avril. Nous invitons donc toutes les entreprises adhérentes qui souhaitent déposer la leur à le faire le plus rapidement possible.

Rappelons que ce concours propose plusieurs catégories dans lesquelles les entreprises peuvent s'inscrire : chantier de moins de 150 m², Métiers d'art et patrimoine, Premiers chantiers, ou encore Constructions et Rénovations.

Participer à ces Trophées est une façon de valoriser le savoir-faire et l'innovation dans les petites entreprises et donc de contribuer à valoriser l'image du secteur de l'artisanat du bâtiment dans son ensemble. À l'heure où les entreprises artisanales du bâtiment ont tant besoin de recruter de nouvelles compétences, c'est une opportunité de visibilité à ne pas manquer !

Pour candidater, [c'est ici](#).

SOCIAL

→ L'U2P PREND SES RESPONSABILITÉS DE NÉGOCIATEUR PATRONAL

À la suite des négociations interprofessionnelles sur le Pacte de la vie au travail qui se sont terminées la semaine dernière dans la douleur et sur un échec, l'U2P avait convié les partenaires sociaux à se réunir ce mardi 16 avril à son siège pour ouvrir une nouvelle négociation sur le CETU, le fameux Compte Épargne Temps Universel dont le Medef et la CPME ne veulent pas entendre parler.

Medef et CPME ont décliné l'invitation de l'U2P et publié un communiqué pour signifier que, pour elles, la négociation était terminée et qu'il était « inconcevable » que les discussions se poursuivent. De son côté, l'U2P entend respecter la loyauté du dialogue social et se positionne à l'instar de ce qu'elle est : une force politique et syndicale au même titre que les deux autres organisations patronales.

Les organisations de salariés se sont montrées ouvertes aux propositions de l'U2P visant à permettre aux salariés de cumuler des jours de repos pour les prendre en cas de besoin (accompagnement familial par exemple), partir à la retraite plus tôt ou pour les transformer

en complément de rémunération, un cumul conservé par le salarié même s'il change d'entreprise. Pour l'U2P, il s'agit de mutualiser et d'externaliser des petites entreprises un dispositif qui constitue un progrès social sans coût supplémentaire pour l'entreprise et qui peut donc être un élément d'attractivité des métiers. Rappelons que la plupart des grandes entreprises disposent déjà d'un CET.

À l'issue de cette négociation, l'U2P a mis sur la table un deuxième texte sur les reconversions professionnelles. Ce deuxième texte contient aussi un article visant à mutualiser le risque lié à l'usure professionnelle, un point essentiel pour les petites entreprises.



Ainsi, au nom de l'Artisanat et des petites entreprises, l'U2P prend ses responsabilités et respecte ses engagements à l'égard des partenaires sociaux. Elle permet au législateur qui devra transposer le fruit de ces négociations, de s'appuyer sur des textes approuvés par les organisations de salariés et favorables aux petites entreprises. Une nouvelle illustration de l'ineptie qu'il y a à ne pas reconnaître juridiquement la représentativité de l'U2P et les TPE dans le dialogue social. Une seconde séance de négociations est prévue la semaine prochaine pour conclure ces deux projets d'accord. À suivre donc.

MÉTIER

→ LES INSCRIPTIONS AUX RENCONTRES DES MÉTIERS DU BÂTIMENT SONT OUVERTES !

Les préprogrammes sont à votre disposition sur ARTUR au sein de la page consacrée aux Rencontres des Métiers du Bâtiment ainsi que sur le site dédié à cet événement ([à voir ici](#)).

Les débats, ateliers, conférences sont organisés par demi-journées. Les après-midis du mardi 25 et du mercredi 26 sont réservés aux ateliers des Métiers, les matinées du mercredi et du jeudi sont dédiées aux conférences transversales et le jeudi après-midi sera le moment d'une grande séance de clôture en plénière devant l'ensemble des participants, le Président confédéral et les Présidents de Métiers.

Les sujets retenus pour les conférences transversales du mercredi 26 juin de 10h à 11h00 sont, au choix : « L'adaptation des logements : un marché en devenir, entre prévention et réponse au maintien à domicile » et « Les outils CAPEB pour

les entreprises artisanales du bâtiment ». Ceux retenus pour le vendredi 27 juin (10h/11h30) sont, toujours au choix : « le Programme d'innovation CAPEB - Relevons ensemble le défi de la rénovation avec des artisans innovants » et « Optimiser sa relation client, Une démarche pour renforcer son développement commercial et valoriser son savoir-faire ».

La journée du vendredi 28 juin sera, cette année encore, une journée d'échanges conviviaux avec des partenaires de Béranger Développement et de la CAPEB et des sportifs de haut niveau. Cette journée « CAPEB Golf Club » (7h45/16h) est ouverte à l'ensemble des délégués et des



adhérents qui souhaitent y participer. Les participants (inscription gratuite mais obligatoire) pourront choisir entre un tournoi de golf, une initiation au golf au Training Center, un tournoi de pétanque ou encore la visite d'un château avec dégustation de vins.

Les inscriptions sont ouvertes. Nous invitons le plus grand nombre d'entre vous à participer à ces Rencontres des Métiers du Bâtiment. Rapprochez-vous sans tarder de votre CAPEB départementale pour ce faire. Les frais d'inscription augmenteront à compter du 3 juin. Nous vous recommandons donc de vous inscrire avant cette échéance.



→ SYLVAIN FORNÈS A RÉUNI LES CONSEILLERS PROFESSIONNELS DES MÉTIERS DE LA PEINTURE ET DE LA DÉCORATION LE 16 AVRIL

Le Président et les conseillers professionnels des Métiers de la Peinture et de la Décoration se sont réunis mardi pour faire le point sur leurs dossiers.

Ils ont finalisé le guide pratique sur les interfaces entre leurs métiers et ceux du plâtre et de l'isolation. Ils ont également fait un point des partenariats les concernant et des projets en cours dans ce domaine. En l'occurrence, il a été question de la visite du Président chez Unikalo, des relations avec Uzin et Berryaloc, de la journée organisée par PPG à Perpignan sur les façades et enfin, des derniers échanges avec le Président de l'UNIEP qui a rencontré

Sylvain Fornès et Jean-Christophe Repon le 27 mars à la CAPEB nationale.

L'équipe des Métiers P&D a ensuite évoqué la question des assurances et des garanties, notamment de la MAAF, puis a travaillé sur l'organisation des Rencontres des Métiers du Bâtiment et sur les thèmes qui seront proposés aux délégués de la profession. Naomie Scherer de Circouleur a rejoint l'équipe en visio pour préparer son intervention.



LES RENDEZ-VOUS DE LA SEMAINE

CESE

Le groupe de l'Artisanat et des Professions libérales du CESE a examiné lundi soir les principaux points de l'ordre du jour du bureau du CESE, en l'occurrence, la saisine du Sénat sur l'évaluation des dernières lois relatives à la protection de l'enfance.

PARTENARIATS

Le Président de la CAPEB a assisté lundi au tournoi de basketfauteuil qualificatif pour les Jeux Olympiques. Une présence qui s'inscrivait dans le cadre du partenariat que nous avons signé avec la Fédération Française de BasketFauteuil.

QUALIBAT

Jean-Christophe Repon recevait mardi le Président de Qualibat pour un point général sur les qualifications et échanger au sujet des évolutions à apporter au dispositif RGE conformément aux décisions annoncées par le Gouvernement le 8 mars.

DIALOGUE SOCIAL

Négociateur social de l'U2P, Jean-Christophe Repon était mandaté cette

semaine par le Conseil National de l'U2P pour proposer deux nouveaux accords aux partenaires sociaux, l'un destiné à mettre en place le CETU et l'autre pour créer des conditions favorables de reconversion professionnelle et de mutualisation de l'usure professionnelle.

U2P

L'U2P organisait ce mercredi une audition des candidats aux élections européennes. Étaient présents pour répondre aux questions de l'U2P :

- Olivier Dussopt (Renaissance),
- François-Xavier Bellamy (Les Républicains),
- Pierre Juvet (Parti socialiste),
- Jordan Bardella (Rassemblement national),
- Marion Maréchal (Reconquête),
- Majdouline Sbai (Les Ecologistes)
- et Arash Saeidi (La France insoumise).



Audition des Candidats aux élections européennes - 2024

RÉSEAU

Le Président confédéral avait prévu de terminer sa semaine syndicale dans le Grand Est où la CAPEB Moselle inaugurerait ses nouveaux locaux ce jeudi et où la CAPEB régionale tenait son Conseil d'administration vendredi.

Il a par ailleurs enregistré un message vidéo à l'attention des participants à l'Assemblée générale de la CAPEB Haute-Saône.



Jean-Christophe Repon, Président CAPEB

PRESSE

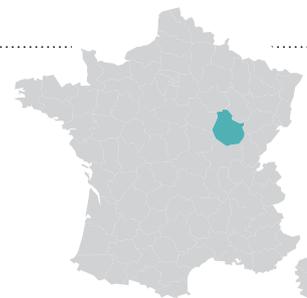
Le Président de la CAPEB et vice-président et négociateur social de l'U2P a donné une interview à Alexandre Le Mer dans la matinale d'Europe 1 ce jeudi 18 avril à 6h45 à propos du CETU.

[À réentendre ici.](#)

RÉSEAU

→ UNE NOUVELLE PRÉSIDENTE EN CÔTE-D'OR

Mélanie Rodot, co-gérante d'une entreprise de terrassement et Responsable de la CDFA, a été élue à la Présidence de la CAPEB Côte d'Or au cours de la réunion du Conseil d'Administration du 29 Mars 2024. Elle succède ainsi à Jean Sébastien Nonque, dont le mandat était arrivé à échéance.



L'ACTUALITÉ (Suite de la p. 1)

Mais toutes ces campagnes ciblent le bâtiment en général et non pas l'artisanat du bâtiment, ce qui est très différent. C'est ce que nous avons voulu démontrer lors d'une première table ronde avec Patrice Grouzard qui a piloté la campagne de France Rénov en 2022, Florence Cognie, Professeure et chercheuse de l'Université de Rouen qui a travaillé sur l'identité et la métamorphose de l'Artisanat, ainsi que Laure Vial, cheffe de file Compétences et formation de la CAPEB.

Après le regard extérieur de Thierry Marx, chef cuisinier et Président de l'Union des Métiers

et des Industries de l'Hôtellerie, qui a rappelé comment le métier de cuisinier était sorti de l'ombre et de sa mauvaise image, une dernière table ronde a permis d'envisager les freins à lever pour changer de paradigme et accélérer l'attractivité des métiers.

Jean-Christophe Repon était entouré pour ce débat de Geoffroy de Vitry, Haut-Commissaire à l'Enseignement et à la Formation Professionnels, et de Philippe Dessertine, Economiste et Professeur en Sciences de management. Une occasion de souligner la nécessité de s'adresser autrement aux jeunes, d'en accueillir le plus

grand nombre en stages de découverte, de valoriser la force de l'artisanat face à l'innovation. La matinée s'est terminée par une séance officielle avec le Ministre du Logement Guillaume Kasbarian qui a confirmé être parfaitement d'accord avec Christophe Béchu tant sur le mono geste, que sur la simplification du RGE, sur la durée de validité de la qualification, sa validation par la VAE, sur la sous-traitance.

Bref, un congrès riche et à la hauteur de ce que représentent la CAPEB et l'artisanat du bâtiment.